Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec BFM TV le 23 septembre 2013, sur la prise d'otages au Kenya, la situation en Syrie et sur les relations franco-iraniennes.

2013-09-23

Q - Bonsoir Monsieur Fabius. Vous êtes sur place puisque se réunit l'Assemblée générale des Nations unies avec demain une intervention très attendue de François Hollande. L'actualité ce soir, c'est bien entendu cette prise d'otages, cette attaque sanglante à Nairobi qui se poursuit en ce moment. Y a-t-il encore selon vos informations des Français retenus en otages ?

R - Au moment où je m'exprime, cela n'est pas confirmé. Je me suis entretenu il y a quelques minutes avec le mari de la femme et père de la jeune fille qui ont été tuées. Je lui ai dit, au nom du gouvernement et de l'ensemble des Français, à quel point nous étions bouleversés par ce qui se passe, qui est une tragédie épouvantable. Il m'a dit dans quelles circonstances cela s'était passé. Il aurait dû accompagner sa femme et sa fille sur le parking. Les choses se sont finalement déroulées autrement. J'ai demandé à l'ambassade de prendre contact avec les 1.400 Français qui sont enregistrés au consulat. Apparemment il n'y a pas parmi eux de personne qui soit portée manquante. S'agissant de la présence de tel ou tel touriste, on ne peut pas donner d'informations certaines à ce stade.

Q - Concernant les deux victimes françaises, selon nos informations, elles auraient été fusillées samedi sur le parking du centre commercial par les assaillants.

R - C'est exact et ce fut à bout portant, m'a dit le père de famille. Il s'agit d'une famille, extrêmement respectée, qui était établie au Kenya depuis longtemps ; la jeune fille était venue passer quelques jours avec ses parents. C'est un drame affreux.

Q - Monsieur Fabius, que pouvez-vous nous dire ce soir sur ce mouvement des Shebab qui est un mouvement islamiste somalien et qui agirait en représailles à une intervention du Kenya en Somalie ?

R - J'ai entendu juste avant mon intervention ce qui a été dit par M. Gosset. C'est tout à fait exact, ce sont des terroristes islamistes avec qui il est quasiment impossible de discuter et de négocier. Il s'agit d'un attentat suicide. C'est un mouvement terroriste effrayant, dépendant

d'Al-Qaïda, mais il faut bien voir que dans l'ensemble de l'Afrique et au-delà, on observe des ramifications. C'est la raison pour laquelle les pays démocratiques doivent être extrêmement fermes dans la lutte contre le terrorisme.

Q - Alors justement on est intervenu au Mali face à la menace terroriste, des terroristes islamistes, il y a cette menace, on le voit bien, en Somalie, qui se déplace au Kenya. Est-ce qu'il y a un lien entre tous ces mouvements ?

R - Au Mali, nous sommes intervenus de façon extrêmement efficace. L'intervention a été décidée au mois de janvier et quelques mois plus tard, les terroristes ont été vaincus, chassés et l'ordre a été rétabli. Une élection présidentielle a pu avoir lieu. C'est donc l'exemple d'une intervention réussie. Mais il faut rester extrêmement vigilant parce que ces mouvements ont des connexions entre eux et l'idéologie dont ils se réclament souvent, est la même. Al-Qaïda forme une mouvance très vaste.

Il s'agit d'un problème dont on ne va pas se débarrasser en quelques mois. Il faut vraiment que nos démocraties soient extrêmement fermes et vigilantes parce que vous avez vu que ces gens tuent tous ceux qui ne leur ressemblent pas et qui n'acceptent pas de se soumettre à leur loi. C'est quelque chose que nous ne pouvons pas accepter.

Q - Justement, permettez-moi de faire un lien avec la Syrie qui sera au menu de cette Assemblée générale des Nations unies. Justement en Syrie, on peut craindre autant Bachar Al-Assad que les islamistes ; d'ailleurs beaucoup de Français n'ont pas compris la position de François Hollande et du gouvernement parce qu'ils craignent que finalement on favorise les islamistes qui frappent en Syrie mais aussi en Somalie, au Kenya ou au Mali.

R - Merci de me poser la question qui me permet de mettre les choses au point. En Syrie, vous avez d'un côté M. Bachar Al-Assad qui est, personne ne le conteste, un dictateur et dont le comportement a pour conséquence plus de 100.000 morts. Cela, c'est le régime de Bachar Al-Assad, avec lequel on ne peut pas être d'accord. Vous avez de l'autre côté, à l'extrême, un certain nombre de mouvements terroristes - Al-Qaïda et d'autres. Mais on ne peut pas dire que la Syrie n'ait que le choix entre un dictateur et des terroristes. C'est la raison pour laquelle nous soutenons ce qu'on appelle l'opposition modérée - la coalition nationale - et nous voulons une solution politique et qu'il y ait un accord entre d'un côté des représentants du régime, mais pas M. Bachar Al-Assad, et de l'autre la coalition modérée. Il n'y a pas seulement deux forces face à face, extrémistes toutes les deux, mais il y a aussi une troisième force modérée qui doit être encouragée et c'est le sens de la démarche de la France.

C'est évidemment compliqué. Nous en discutons avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité. Vous avez vu que, grâce à notre fermeté, les armes chimiques ont été mises hors la loi. Mais il faut en même temps qu'on aille vers une solution politique et l'une

des choses dont on discutera cette semaine durant cette Assemblée générale des Nations unies, c'est comment aboutir à cette solution politique pour laquelle la France émet évidemment des propositions.

Et puis, au cours de cette semaine, on va aussi discuter de l'Iran, de la Centrafrique qui est un pays d'Afrique qui lui-même est menacé et puis on va discuter de problèmes plus généraux tels que la lutte contre le changement climatique ou la lutte contre la pauvreté. Le président de la République vient délivrer, mardi 24, le discours de la France et il s'entretiendra aussi avec un certain nombre de chefs d'État. Il verra le Secrétaire général des Nations unies, le nouveau président iranien, le président turc et d'autres responsables comme le Premier ministre japonais. Tout cela parce que la France veut travailler, ce n'est pas facile, mais travailler pour la paix. Mais la paix, ça passe par la fermeté.

Q - La fermeté mais aussi le dialogue notamment avec l'Iran.

R - Bien sûr, oui. Il y a en Iran une situation un peu nouvelle. Vous savez qu'auparavant, M. Mahmoud Ahmadinejad était président, c'était un homme qui avait un comportement totalement inacceptable. Aujourd'hui il y a un nouveau président, le président Rohani, qui a un langage beaucoup plus ouvert. Et il a demandé au président de la République de dialoguer avec lui. Mais nous voulons voir si ce langage se traduit par des actes à la fois en Syrie bien sûr, puisque les Iraniens sont un des belligérants si je puis m'exprimer ainsi dire, et sur cette grande affaire du nucléaire iranien.

Autant l'Iran peut parfaitement utiliser l'énergie nucléaire civile, autant nous ne sommes pas d'accord pour que l'Iran ait la bombe atomique. Quand je dis «nous», ce sont à la fois les Français, les Américains, les Russes, les Chinois et les Anglais. Nous allons bien sûr faire en sorte qu'on puisse dans le même temps discuter de la Syrie et voir s'il y a une avancée possible sur le plan nucléaire en redisant aux Iraniens qu'il n'est pas question qu'ils puissent accéder à la bombe atomique. Ce serait trop dangereux dans cette région du monde qu'il y ait une prolifération nucléaire.

Q - Alors au regard de ce qui se passe ce soir au Kenya, au regard du dossier syrien si complexe, beaucoup d'inquiétude et d'angoisse de la part des citoyens français. Est-ce qu'aujourd'hui la menace islamiste est la plus grande menace qui pourrait viser notre modèle occidental et notre modèle démocratique ?

R - C'est certainement une menace et, quelles que soient les formations politiques dont on se réclame, c'est une menace qui n'a pas commencé aujourd'hui mais qui est réelle et c'est la raison pour laquelle nos démocraties doivent être extrêmement fermes. Nous ne sommes pas du tout des va-t-en-guerre mais nous devons savoir affirmer nos valeurs et dire qu'en ce qui nous concerne la démocratie sait se défendre.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 25 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189066-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-b